

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE
78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP

DIRECTION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET INTERNATIONALES SERVICE DE LA PRODUCTION ET DES MARCHES BUREAU DU PORC, DES VOLAILLES ET DE LA DIVERSIFICATION Téléphone : 01 49 55 46 14 Télécopie : 01 49 55 45 90	CIRCULAIRE DPEI/SPM/C99-4025 DU 26 NOVEMBRE 1999 Classement :
---	--

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PRÉFETS

OBJET : PROGRAMME COMMUNAUTAIRE POUR L'APICULTURE

REFERENCES : Règlement (CE) n° 1221/97 du Conseil du 25 juin 1997, portant règles générales d'application pour les actions visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel, modifié.

Règlement (CE) n° 2300/97 du 20 novembre 1997 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1221/97, modifié.

DATE DE MISE EN APPLICATION : immédiate

RESUME : Cette circulaire annule et remplace la circulaire DPE/SPM/ C99-4009 du 6 avril 1999. Elle expose les conditions d'octroi **d'aides communautaires en faveur du secteur de l'apiculture** ainsi que les modalités pratiques d'instruction, de contrôle et de mise en paiement des actions présentées à ce titre.

POUR EXECUTION	POUR INFORMATION
<ul style="list-style-type: none">- Mesdames et Messieurs des Préfets de département (métropole)- Madame et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt (métropole)- Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt- M. le Directeur de l'ONIFLHOR- M. le Directeur de l'INRA- M. le Directeur de l'AFSSA	<ul style="list-style-type: none">- Administration Centrale- COPERCI (10 ex)- ACOFA- réserve : 40 ex

1. BASES RÉGLEMENTAIRES	3
2. PRINCIPES D'UNE ACTION COMMUNAUTAIRE EN FAVEUR DU MIEL	3
2.1. Un programme national	3
2.2. Le cofinancement communautaire des dépenses	4
2.3. Incidence financière	4
3. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DES ACTIONS	4
3.1. Champ d'application du règlement n° 1221/97	4
3.2. Précisions et commentaires	5
4. Mode opératoire : ELABORATION DU PROGRAMME NATIONAL	6
4.1. Calendrier	6
4.1.1. Rôle du comité de pilotage national	6
4.1.2. Conventionnement avec les organismes intéressés	7
4.2. Cas particulier des collectivités territoriales et rôle des DRAF et DDAF	7
4.3. Transmission du programme national pour approbation communautaire	7
5. OBJECTIFS DU PROGRAMME FRANÇAIS	8
5.1. programme de recherches	8
5.2. Les aides spécifiques de l'ONIFLHOR	8
5.2.1. Aides aux laboratoires d'analyse de miels	8
5.2.2. Aides aux analyses de miel réalisées par les apiculteurs	8
5.2.3. Aides à la transhumance	8
5.3. Les actions des collectivités territoriales	10
6. CENTRALISATION DES DÉPENSES ET REMBOURSEMENTS	10
6.1. Principes applicables	10
6.2. Centralisation des dépenses	10
6.3. Dépenses effectuées par les services de l'Etat et l'ONIFLHOR	10
6.4. Dépenses effectuées par les collectivités territoriales	11
6.5. Dépenses effectuées par les organismes de recherche ou de développement technique	11
7. CONTRÔLES	11
7.1. contrôles administratifs	12
7.2. contrôles sur place	13
7.2.1. Organisation des contrôles	13
7.2.2. Types de contrôle en fonction des actions	13
7.2.3. Compte rendu du contrôle	14
7.3 – Suite à donner aux contrôles et information des bénéficiaires	14
7.2.4. absence de bénéficiaire, refus de contrôle	14
7.2.5. non conformité de la déclaration	14
7.2.6. - notification de la décision au bénéficiaire	15

1. BASES RÉGLEMENTAIRES

- Règlement (CE) n° 1221/97 du Conseil du 25 juin 1997, portant règles générales d'application pour les actions visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel.
- Règlement (CE) n° 2070/98 du 28 septembre 1998 du Conseil, modifiant le règlement (CE) n° 1221/97 .
- Règlement (CE) n° 2300/97 du 20 novembre 1997 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1221/97.
- Règlement (CE) n° 758/98 du 3 avril 1998 de la Commission, modifiant le règlement (CE) n° 2300/97 .
- Règlement (CE) n° 1472/98 du 9 juillet 1998 de la Commission, modifiant le règlement (CE) n° 2300/97.
- Règlement (CE) n° 2767/98 du 21 décembre 1998 de la Commission, modifiant le règlement (CE) n° 2300/97.
- Décision C(1999) 2356 du 27-07-1999 de la Commission portant approbation du programme d'amélioration de la production et de la commercialisation du miel présenté par la France au titre du règlement (CE) n° 1221/97 du Conseil.

2. PRINCIPES D'UNE ACTION COMMUNAUTAIRE EN FAVEUR DU MIEL

Le Conseil a considéré que l'apiculture joue un rôle déterminant, non seulement en tant qu'activité économique productrice de miel, mais aussi en tant que facteur du développement rural et de l'équilibre écologique.

Dans cet esprit, le Conseil a demandé aux Etats-membres d'effectuer une étude sur la structure du secteur apicole, tant au niveau de la production que de la commercialisation et de la formation des prix. Pour la France, cet audit de la filière réalisé en 1997 a démontré la diversité et la qualité de la production nationale. Mais, l'étude a aussi mis en lumière le caractère fortement déficitaire du secteur et la grande hétérogénéité des structures de production. L'étude a également souligné la variabilité des récoltes liée tant aux aléas climatiques qu'aux pratiques agricoles. Par ailleurs, l'infestation des ruches par le parasite "varroa" constitue toujours un facteur de menace majeur de la production.

2.1. Un programme national

Il revient à la France, après avoir fait ces constats, d'établir chaque année un programme national visant à améliorer les conditions de la production et de la commercialisation du miel (art 1er du règlement (CE) n° 1221/97). Le programme est élaboré en étroite concertation avec les représentants qualifiés de la filière apicole.

Vous trouverez en annexe n° 2 la liste des organisations de la filière apicole, qui collaborent à l'élaboration du programme national.

Les programmes sont communiqués à la Commission et votés pour chaque campagne selon la procédure propre au comité de gestion "oeufs et volailles" (art. 4 du règlement CE n° 1221/97).

2.2. Le cofinancement communautaire des dépenses

La Communauté participe au financement des dépenses effectuées dans le cadre du programme national approuvé selon la procédure décrite ci-dessus. Le cofinancement s'élève à 50 % des dépenses supportées par l'Etat-membre au titre du programme national.

Les règles applicables sont celles qui découlent des dispositions des règlements n° 729/70 et n° 1663/95 du Conseil, qui régissent les dépenses afférentes au FEOGA-section garantie. Il s'agit de remboursement, par un organisme payeur agréé, à concurrence de la moitié des dépenses effectuées par les Etats-membres.

Enfin, seules enfin sont éligibles au cofinancement communautaire les dépenses à caractère "public". Par ce dernier qualificatif, il convient d'entendre :

- les dépenses effectuées par l'Etat et ses établissements publics, notamment :
 - ◆ industriels et commerciaux : l'Office National Interprofessionnel des Fruits, des Légumes et de l'Horticulture (ONIFLHOR),
 - ◆ à caractère scientifique et technique ou administratif : Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments (AFSSA)...
- les dépenses effectuées par les collectivités territoriales ;
- les dépenses effectuées par des organismes privés financés par des fonds publics, notamment des taxes parafiscales ; par exemple : l'Association Nationale pour le Développement Agricole (ANDA).

Enfin, les actions inscrites aux programmes opérationnels pour les régions d'objectif n°1, n° 5b et n°6, sont exclues du cofinancement communautaire au titre du règlement n° 1221/97 précité (art 4 du règlement).

2.3. Incidence financière

La dépense est programmée chaque année et pour cinq ans à compter de la première année d'application du programme (soit l'exercice FEOGA 1997/1998).

Le financement communautaire attribué à chaque Etat-membre est déterminé en fonction de sa part relative dans le cheptel apicole communautaire. Pour la France, cette proportion est fixée à 17,63 %.

3. CRITERES D'ELIGIBILITE DES ACTIONS

3.1. Champ d'application du règlement n° 1221/97

Le règlement de base définit les actions qui peuvent être incluses dans le programme national. Ce sont les suivantes (art 1er, alinéa 2 du règlement n° 1221/97) :

- * assistance technique aux apiculteurs et aux mielleries des groupements d'apiculteurs en vue de l'amélioration des conditions de la production et de l'extraction du miel ;
- * lutte contre la varroase et les maladies associées ; amélioration des conditions de traitement des ruches ;
- * rationalisation de la transhumance ;
- * mesures de soutien des laboratoires d'analyse des caractéristiques physico-chimiques du miel ;
- * collaboration avec des organismes spécialisés dans la réalisation des programmes de recherche appliquée en matière d'amélioration qualitative du miel.

3.2. Précisions et commentaires

Quoique cette énumération paraisse couvrir un large éventail d'actions, il convient d'apporter plusieurs précisions :

- * produit : le règlement porte strictement sur **l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel**. Il en résulte que les produits dérivés de la ruche (cire, gelée royale...) sont exclus du champ d'application du règlement ;
- * assistance technique: les dépenses qui concourent à une amélioration directe des conditions de production sont privilégiées. Il en va ainsi, par exemple, du financement des frais afférents à **l'embauche d'un technicien apicole spécialisé** mis à disposition des apiculteurs;
- * **rationalisation de la transhumance** : le cofinancement peut concerner des dépenses d'aménagement (frais de débroussaillage ou d'élagage), d'investissement (matériel de levage, par exemple) ; en revanche, les frais de transport ne sont pas éligibles ;
- * **lutte contre la varroase** : seule cette dernière parasitose peut-être prise en compte et non les autres pathologies de l'abeille ;
- * **qualité du miel**: les dépenses, de toute nature, relatives à la mise en place ou au suivi d'un signe de qualité (label rouge, certification de qualité, AOC) ne sont pas éligibles. De même, les dépenses de promotion du produit ou d'information du consommateur sont exclues.
- * **programmes de recherche**, seules les actions qui ont **un effet et une application directs sur le terrain** peuvent être retenues. Quant aux thèmes de recherche, il convient de vérifier au préalable que des travaux de nature similaire ne sont pas déjà financés par la Communauté. Les programmes doivent être calibrés sur la durée d'application du programme national, soit 12 mois. Le caractère pluriannuel éventuel devra donc faire l'objet d'une motivation particulière. Enfin, une comptabilité

analytique prévisionnelle doit permettre de faire figurer la décomposition des coûts induits par le programme (nombre de chercheurs concernés, nombre d'heures de recherche, achats de matériel, frais divers....).

4. Mode opératoire : ELABORATION DU PROGRAMME NATIONAL

4.1. Calendrier

L'exercice FEOGA couvre la période qui s'étend du **16 octobre** de l'année considérée au **15 octobre** de l'année suivante. L'objectif recherché consiste à faire coïncider l'exécution du programme national et l'exercice budgétaire du FEOGA garantie.

Le rythme administratif défini par le règlement n° 2300/97 est le suivant :

- préparation des programmes de l'année n + 1 :

- date limite de présentation à la Commission : 15 avril de l'année n ;
- examen des programmes nationaux en comité de gestion "oeufs et volailles", compétent pour le secteur de l'apiculture : juin de l'année n;
- notification par la Commission à l'Etat-membre : juillet de l'année n;

- exécution du programme de l'année n +1:

- date de début d'exécution du programme de l'année n+1 : 1er septembre de l'année n.
- date limite d'exécution des actions : 31 août de l'année n+1.

Par exemple, le programme de l'an 2000 peut commencer au 1er septembre de l'année 1999 et s'achève au 31 août de l'année 2000, conformément à l'article 1 du règlement n° 758/98.

4.2 Organismes de recherche ou de développement technique

4.1.1. Rôle du comité de pilotage national

Les propositions d'action formulées par les organismes de recherche ou de développement technique (établissements publics - ANDA - ACTA) sont approuvées en comité de pilotage national.

Ce comité de pilotage national est réuni, à l'initiative du Ministère de l'agriculture et de la pêche (DPEI), au plus tard dans la deuxième quinzaine du mois de mars qui précède l'année d'application considérée du programme national. Le rôle du comité est de formuler un avis sur les actions présentées au cofinancement communautaire et, notamment, au regard des objectifs fixés par le règlement n° 1221/97.

Le comité est présidé par le directeur des politiques économique et internationale ou son représentant. Il comprend au moins :

- le DGAL ou son représentant,
- le DGCCRF ou son représentant,
- le directeur de l'ONIFLHOR ou son représentant,
- les représentants des organisations professionnelles du secteur apicole, définies dans la liste qui figure en annexe n° 2 ,
- un ou plusieurs experts désignés en fonction de l'ordre du jour.

4.1.2. Conventonnement avec les organismes intéressés

Une convention est passée pour chaque action conduite entre le Ministre de l'agriculture et de la pêche, représenté par le directeur des politiques économique et internationale et l'organisme concerné.

La convention prévoit notamment :

- l'identification des objectifs,
- l'objet de l'action,
- la durée et le calendrier des travaux,
- une description des travaux et les conditions de financement,
- les modalités de suivi du programme,
- la diffusion des résultats,
- les modalités de transmission des dépenses à l'organisme payeur agréé.

4.2. *Cas particulier des collectivités territoriales et rôle des DRAF et DDAF*

J'attire votre attention sur la particularité administrative qui résulte de l'application du règlement n° 1221/97. Le dispositif implique la possibilité d'un remboursement, sur crédits du FEOGA-section garantie, des dépenses éligibles effectuées par les collectivités territoriales.

Ceci implique l'aménagement d'un cadre administratif spécifique, susceptible de permettre un travail effectué en partenariat étroit avec les représentants des organes de gestion des collectivités territoriales.

Vous informerez les représentants des collectivités territoriales de l'existence de ce dispositif de soutien du secteur apicole. Vous sensibiliserez notamment ces derniers aux multiples avantages qui s'attachent à la mise en oeuvre du règlement n° 1221/97, tant en termes d'implication des collectivités territoriales dans le soutien de la production et de la commercialisation du miel, qu'en termes de préservation de l'équilibre écologique local et de dynamisation de l'espace rural.

Il conviendra d'insister sur la possibilité offerte par la nouvelle procédure d'obtenir, via les services de l'Etat, le remboursement de la moitié des sommes éligibles effectivement dépensées en faveur du secteur apicole.

4.3. *Transmission du programme national pour approbation communautaire*

Après avis du comité de pilotage, l'ensemble du programme national est soumis à l'approbation communautaire, par le canal de l'administration centrale (Direction des Politiques Economique et Internationale - bureau du porc, des volailles et de la diversification), pour examen et approbation en comité de gestion "oeufs et volailles".

5. OBJECTIFS DU PROGRAMME FRANÇAIS

Elaboré en concertation étroite avec les représentants des organisations professionnelles apicoles, le programme français s'articule autour de quatre axes : assistance technique aux apiculteurs, lutte contre la varroase, aide à la transhumance, analyses et qualité des miels.

Les montants financiers inscrits dans ce programme correspondent, à ce stade à la limite financière des sommes qui peuvent être consacrées à la rubrique considérée.

5.1. programme de recherches

Plusieurs organismes de recherche français (INRA, AFSSA et CNRS) participent à ce programme communautaire. La Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) collabore également à ces travaux.

Les principaux thèmes concernent :

- la lutte contre la varroase,
- la caractérisation de miels monofloraux,
- la mise au point de méthodes pour lutter contre l'adultération des miels.

5.2. Les aides spécifiques de l'ONIFLHOR

5.2.1. Aides aux laboratoires d'analyse de miels

L'ONIFLHOR soutient certains investissements faits par des laboratoires spécialisés pour l'analyse des miels. Ces laboratoires proposent leurs services à tous les apiculteurs. La liste des laboratoires bénéficiaires est arrêtée **après avis du comité de pilotage national**.

5.2.2. Aides aux analyses de miel réalisées par les apiculteurs

L'objectif de cette action est de favoriser les démarches d'auto-contrôle au niveau de la production, en encourageant le recours individuel aux analyses de miel. Les analyses les plus couramment mises en œuvre dans le cadre des procédures d'auto-contrôle des miels à la production peuvent donc faire l'objet d'une aide financière. Le montant maximal de l'aide est fixé à **60 % du tarif (HT) pratiqué par le laboratoire**, dans la limite de plafonds fixés par l'ONIFLHOR.

5.2.3. Aides à la transhumance

a- Objectifs

La mobilité des ruches et la production d'une gamme variée de miels constituent des voies d'amélioration des résultats technico-économiques des exploitations. Des équipements spécifiques sont nécessaires pour la mécanisation du transport des ruches et pour l'entretien des ruchers. C'est la raison pour laquelle un concours financier est accordé au

titre de l'acquisition ou la mise en place de certains équipements indispensables à la transhumance.

Cette aide directe est proportionnelle au **montant HT de l'investissement sans excéder 40 %**. Le taux de participation annuel sera calculé en fonction du montant total des demandes d'aide déposées au 31 janvier et des crédits nationaux alloués au programme communautaire apicole.

Pour être éligible, l'investissement doit porter sur du **matériel neuf**. Pour les demandes présentées à partir du 1^{er} septembre 1999, date de début du programme de l'an 2000, les investissements concernés sont les suivants :

- ❖ grues électriques, mécaniques ou hydrauliques,
- ❖ chargeurs tout terrain, et options, muni d'une fourche ou d'un mât,
- ❖ remorques porte-élévateurs,
- ❖ remorques adaptées pour le transport des ruches (charge utile minimum : 750 kg),
- ❖ plateau pour véhicule adapté au transport des ruches,
- ❖ palettes (dimensions spécifiques pour les ruches),
- ❖ filets de protection du chargement,
- ❖ débroussailleuse autotractée. La prise en charge de la dispense sera calculée au prorata de l'utilisation du matériel à l'activité apicole,
- ❖ frais d'aménagement de sites de transhumance réalisés par des entreprises spécialisées.

Pour présenter une demande, l'apiculteur doit :

- ❖ être affilié à l'AMEXA ou payer une cotisation de solidarité MSA,
- ❖ avoir un minimum de 70 ruches.

Le projet devra correspondre aux critères suivants :

- ❖ montant minimum de dépenses d'investissement = 10.000 francs hors taxes,
- ❖ plafond de dépenses d'investissement :
 - inférieur ou égal à 150 ruches = 30.000 francs hors taxes,
 - plus de 150 ruches = 150.000 francs hors taxes.

b- modalités d'attribution de l'aide

Les dossiers de demandes d'aide (annexe 6) devront être adressés directement à l'ONIFLHOR, division « Productions spécialisées » 164, rue de Javel 75015 PARIS, **avant le 31 janvier de l'année n**. A titre d'exemple et pour le programme 2000, les demandes d'aide devront être déposées à l'ONIFLHOR le 31 janvier 2000 au plus tard.

L'ONIFLHOR vous tiendra informé des suites réservées à ces demandes.

Les dossiers seront examinés par le comité de pilotage national réuni en formation restreinte. A l'issue de ce comité, une décision d'acceptation ou de rejet sera adressée par l'ONIFLHOR au demandeur. Les demandes ne pourront recevoir une suite favorable que dans la limite des crédits disponibles pour l'exercice en cours.

Pour les dossiers retenus, le bénéficiaire devra adresser à l'ONIFLHOR la(les) facture(s) correspondante(s) au matériel acheté, acquittée (ou copie certifiée conforme), avant le 31 août de l'année n, soit le 31 août 2000 pour le programme 2000 . Chaque facture sera revêtue des mentions de règlement (références des chèques émis, dates) et fera apparaître le type de matériel acheté ou la nature des travaux réalisés. Un état récapitulatif sera joint au dossier qui indiquera le montant total des investissements réalisés, ainsi qu'un RIB original.

5.3. Les actions des collectivités territoriales

Parmi les actions inscrites au programme national, l'assistance technique, la lutte contre la varroase et la rationalisation de la transhumance constituent des mesures pour lesquelles la mobilisation des collectivités territoriales est particulièrement attendue.

6. CENTRALISATION DES DEPENSES ET REMBOURSEMENTS

6.1. Principes applicables

Il est rappelé que les prestations correspondant aux dépenses déclarées doivent être **clairement identifiées** et pouvoir **se rattacher directement** à une mesure éligible du programme français, approuvé par la Commission. De même, le prestataire intéressé doit être en mesure de **justifier la prestation effectuée**. Par exemple, pour les coûts de personnel, les documents justificatifs doivent montrer clairement les fonctions du personnel en question.

L'ensemble des pièces justificatives (factures, titres de déplacement, pièces bancaires, mandats de paiement, bulletins de salaire...) doivent **impérativement être conservées** par les organismes qui effectuent la dépense éligible.

6.2. Centralisation des dépenses

Les dépenses induites par l'application du règlement 1221/97 et pouvant être présentées au cofinancement communautaire sont effectuées par les organismes mentionnés au chapitre 2, paragraphe 2.2.

L'ONIFLHOR, Office National Interprofessionnel des Fruits, des Légumes et de l'Horticulture, est l'organisme payeur des dépenses financées par le FEOGA-garantie, en application du règlement (CE) 1221/97.

Outre le paiement de ses propres dépenses, il effectuera les remboursements correspondant à la part FEOGA des dépenses éligibles réalisées par les différents intervenants participant à l'exécution du programme national approuvé par la Commission. Les justificatifs de dépenses nécessaires aux remboursements seront préalablement validés par la Direction des Politiques Economique et Internationale (Bureau du Porc, des Volailles et de la Diversification).

6.3. Dépenses effectuées par les services de l'Etat et l'ONIFLHOR

Pour les dépenses qu'ils effectuent en propre, les services de l'Etat adressent au Bureau du Porc, des Volailles et de la diversification (DPEI) une situation de dépenses conforme aux documents repris en annexe n° 4 pour la durée d'application du programme.

Pour être pris en compte au titre de l'année considérée du programme national, le dernier état de dépenses doit parvenir impérativement à la Direction des Politiques Economique et Internationale au plus tard le 15 septembre.

6.4. Dépenses effectuées par les collectivités territoriales

Vous communiquerez aux collectivités territoriales de votre département et de votre région (conseils généraux et conseils régionaux), une situation de dépenses conforme au modèle qui figure en annexe n° 5.

Vous informerez les organes exécutifs des collectivités territoriales intéressées qu'il leur appartiendra de vous adresser, le cas échéant, la situation de dépenses précitée aux fins de remboursement de la part du FEOGA de 50 % des dépenses éligibles dès le paiement effectif. **Seules les dépenses effectuées par les collectivités territoriales jusqu'au 31 août pourront être prises en compte au titre de l'année considérée.**

Vous inviterez les organes exécutifs des collectivités territoriales à conserver les pièces justificatives liées aux dépenses présentées, notamment :

- extraits des délibérations relatives aux subventions (procès verbaux) ;
- bordereaux des mandats émis ;
- copie des mandats émis ;
- lorsqu'elles existent, conventions signées avec les bénéficiaires ainsi que les justificatifs fournis par ces derniers (factures acquittées, compte rendus d'activité, ...).

Un **Relevé d'Identité Bancaire (RIB) original** du comptable de la collectivité devra être également joint.

Vous vérifierez que les dépenses requises figurent dans le champ d'application du règlement n° 1221/97. Le cas échéant, vous examinerez la cohérence entre les dépenses effectives et les prévisions qui vous ont été adressées par la collectivité territoriale concernée lors de la phase de préparation du programme français.

Après visa de la situation de dépenses, **vous l'adresserez dans les délais les plus brefs, et au plus tard le 15 septembre de l'année considérée, à l'ONIFLHOR**, division des productions spécialisées - 164, rue de Javel 75015 PARIS.

L'ONIFLHOR procédera à la récapitulation des dépenses effectuées par les collectivités territoriales et adressera une situation de dépenses récapitulative à la Direction des Politiques Economique et Internationale (Bureau du Porc, des Volailles et de la Diversification), responsable de la réalisation de ce programme.

6.5. Dépenses effectuées par les organismes de recherche ou de développement technique

Les modalités de remboursement de la part française afférente aux dépenses engagées par les organismes de recherche et de développement technique, sont prévues dans les conventions spécifiques conclues entre le ministère de l'agriculture et de la pêche et les organismes intéressés.

7. CONTROLES

J'appelle tout particulièrement votre attention sur **l'obligation d'effectuer des contrôles** de l'ensemble des dispositions de la présente circulaire, dans le cadre des règles applicables aux paiements du FEOGA-garantie, conformément aux dispositions des règlements n° 729/70 et n° 1663/95.

A cet égard, la bonne exécution des contrôles et la rigueur apportée dans les suites à leur donner sont considérées par le FEOGA comme des critères déterminants permettant de juger de la conformité de la gestion par un Etat-membre.

L'ONIFLHOR est l'organisme payeur des dépenses financées par le FEOGA garantie, en application de l'arrêté du 11 décembre 1998. Les demandes communautaires prévues dans le cadre du programme visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel seront transmises accompagnées des pièces. L'ONIFLHOR procédera à la liquidation et effectuera la centralisation des dépenses réalisées dans le cadre de ce programme communautaire et vérifiera le respect de l'enveloppe financière approuvée par la Commission.

7.1. contrôles administratifs

Ils seront réalisés sur la totalité des dossiers au vu des pièces justificatives qui devront être jointes aux dossiers de paiement. Les pièces justificatives à joindre sont les suivantes :

a) actions effectuées par les services de l'Etat

- un état récapitulatif des dépenses de fonctionnement visé par le contrôleur financier (annexe 5) ;
- un compte rendu d'activité.

b) actions menées par les Collectivités territoriales

- un état récapitulatif visé par le contrôleur financier (annexe 5) récapitulant les dépenses effectuées par la collectivité territoriale concernée. Cet état indiquera le taux de participation de la collectivité territoriale ainsi que le numéro des factures et leur date d'acquittement. La description des actions sur l'état récapitulatif doit correspondre aux libellés inscrits au programme national et doit être lisible : aucune rature ni surcharge ne sera admise ;
- un extrait des délibérations relatives aux subventions (procès verbaux) ;
- une convention signée avec le bénéficiaire si elle existe ;
- une copie des mandats émis ;
- un RIB.

En cas de doute sur la compatibilité avec le programme français d'une action proposée au cofinancement, l'ONIFLHOR saisira la DPEI avant le versement de l'aide.

c) actions menées par les organismes de recherche

- un état récapitulatif des dépenses visé par le directeur du centre de recherche visé par le contrôleur financier ;
- un RIB.

Les dépenses relatives au fonctionnement telles que les salaires doivent être justifiées en fonction du nombre d'heures passées par chaque agent concerné.

d) analyses et investissements effectués par les laboratoires

- une demande d'aide financière correspondant au montant global non facturé aux apiculteurs ;
- un état récapitulatif des dépenses visé par le directeur du laboratoire relatif aux analyses subventionnables et/ou investissements accompagné des factures acquittées correspondantes;
- un RIB.

e) investissements transhumance effectués par les apiculteurs

- une demande d'aide;
- un état récapitulatif des dépenses d'investissement effectuées, certifié exact par l'apiculteur et accompagné des factures acquittées correspondantes;
- un RIB.

Pour l'ensemble des demandes : les justificatifs doivent être des exemplaires originaux ou copies certifiées conformes (pour les factures la certification doit être effectuée par l'émetteur de la facture). Les dossiers non visés ou incomplets seront retournés au demandeur. Un état liquidatif sera établi pour chaque demande contrôlée.

7.2. contrôles sur place

Le taux minimum de contrôle à effectuer est de 5 % du nombre des demandes déposées à l'ONIFLHOR. Ces contrôles seront effectués par les agents de l'ONIFLHOR. Ils concernent l'ensemble des actions financées dans le cadre du programme apicole.

Les contrôles sont effectués avant le versement de la subvention, se dérouleront dès le dépôt de la demande, et en tout état de cause au plus tard le 30 septembre de l'année du programme. Si en cours d'année, il est constaté un nombre significatif d'anomalies, le nombre des contrôles pourra être augmenté.

7.2.1. Organisation des contrôles

Pour les contrôles effectués sur site, les dossiers devront être sélectionnés de façon à prendre en compte:

- a) chaque type d'aide;
- b) les montants financiers les plus importants.

Les apiculteurs ou organismes contrôlés pourront être prévenus deux à trois jours avant la réalisation du contrôle.

7.2.2. Types de contrôle en fonction des actions

a) actions menées par les services de l'Etat

Le visa du contrôleur financier demandé pour le contrôle administratif vaut contrôle sur place.

b) actions menées par les organismes de recherche

Le visa du contrôleur financier demandé pour le contrôle administratif vaut contrôle sur place.

c) actions menées par les Collectivités territoriales

Le visa du contrôleur financier demandé pour le contrôle administratif vaut contrôle sur place.

d) investissement pour la transhumance

Pour les aides aux apiculteurs et particulièrement pour la transhumance, le contrôleur vérifiera l'acquisition du matériel sur l'exploitation. Il contrôlera la conformité du nombre de ruches avec celui déclaré lors de la demande d'aide.

e) investissement des laboratoires d'analyses

Pour les aides aux laboratoires d'analyses, le contrôleur vérifiera le nombre et le types d'analyses réalisées les échantillons de miels ayant servi aux analyses ainsi que le matériel subventionné. Des contacts pourront être pris avec les apiculteurs ayant réalisé les analyses afin de s'assurer de la réalité de l'action.

7.2.3. Compte rendu du contrôle

Un rapport sera établi à la suite de chaque contrôle. Ce document sera signé par le bénéficiaire pour lui permettre d'apporter ses commentaires dans le cadre qui lui est réservé.

Cela signifie que les contrôles sont réalisés en présence du responsable du centre ou de l'exploitation.

7.3 – Suite à donner aux contrôles et information des bénéficiaires

7.2.4. absence de bénéficiaire, refus de contrôle

En cas d'absence du bénéficiaire ou de son représentant lors d'un contrôle, une lettre recommandée lui sera adressée par l'ONFLHOR fixant une date pour un prochain contrôle. L'absence du bénéficiaire lors de la seconde visite entraînera le rejet de la demande.

Un refus de contrôle aura les mêmes conséquences.

7.2.5. non conformité de la déclaration

a) fausse déclaration faite délibérément ou par négligence grave

En cas de fausse déclaration résultant d'une action non réalisée qu'elle soit délibérée ou résultant d'une négligence grave, le bénéficiaire sera exclu du bénéfice des aides au titre de ce programme communautaire.

b) pénalités

Il convient de calculer la différence entre le montant total prévu (P) et le montant total réalisé (R) . Les pénalités à appliquer sont les suivantes :

Si $P-R/P < 20\%$, le montant unitaire de l'aide est diminué du pourcentage constaté.

Si $P-R/P > 20\%$, la demande est rejetée.

Les pénalités seront imputées directement sur le montant de l'aide, le paiement n'intervenant qu'après le contrôle.

7.2.6. - notification de la décision au bénéficiaire

Si la décision prise à l'encontre du bénéficiaire et résultant des contrôles (administratif et le cas échéant sur place) se traduit par un rejet même partiel, l'ONIFLHOR mentionnera dans la notification de la décision au bénéficiaire les délais et voies de recours, en application du décret du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers.

A défaut, le délai de recours n'est pas opposable. La notification indiquera la date du contrôle ayant donné lieu à l'application de la sanction.

Vous appellerez aux bénéficiaires qu'ils sont **soumis à l'ensemble des règles de contrôle qui s'appliquent aux dépenses du FEOGA-garantie**.

Vous avertirez notamment les collectivités territoriales de votre département et de votre région qu'elles sont susceptibles de faire l'objet de contrôles communautaires. Elles doivent donc impérativement **conserver l'ensemble des pièces justificatives des dépenses** présentées au cofinancement communautaire pendant une période de 3 ans au minimum à compter de la réception de la subvention.

Par ailleurs, les versements de fonds communautaires se feront **sous réserve d'un apurement des comptes ultérieur** pour les dépenses déclarées. Ainsi, les subventions correspondant à des dépenses déclarées irrégulières ou inéligibles à la suite de contrôles, feront l'objet de remboursement.

Vous voudrez bien me faire part des difficultés éventuelles que vous rencontreriez dans l'application de la présente circulaire.

**Le Sous-Directeur de l'Elevage et
Des Produits Animaux**

Christian BERGER

A N N E X E S

- ANNEXE 1 : Bases réglementaires

- Règlement (CE) n° 1221/97 du Conseil du 25 juin 1997, portant règles générales d'application pour les actions visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel, modifié.
- Règlement (CE) n° 2300/97 du 20 novembre 1997 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1221/97, modifié.
- Décision C(1999) 2356 de la Commission du 27 juillet 1999 portant approbation du programme d'amélioration de la production et de la commercialisation du miel présenté par la France au titre du règlement (CE) n° 1221/97 du Conseil (programme 2000).

- ANNEXE 2 : Liste des organisations apicoles membres du comité de pilotage national

- ANNEXE 3 : Tableau récapitulatif de dépense – Organismes de recherche

- ANNEXE 4 : Tableau récapitulatif de dépense - Services de l'Etat

- ANNEXE 5 : Tableau récapitulatif de dépense - Conseils Régionaux/Conseils Généraux

- ANNEXE 6 : Formulaire de demande d'aide à la transhumance

mars 1999

REGLEMENT (CE) N°1221/97 DU CONSEIL DU 25 JUIN 1997

portant règles générales d'application pour les actions
visant à l'amélioration, de la production et de la commercialisation du miel

modifié par le Règlement (CE) N° 2070/98 du Conseil du 28 septembre 1998

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 42 et 43,

vu l'avis du Parlement européen

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que la Commission a communiqué au Parlement européen et au Conseil le document de réflexion sur l'apiculture européenne expliquant l'état de ce secteur et ses difficultés ;

considérant que l'apiculture est un secteur de l'agriculture dont les fonctions principales sont l'activité économique et le développement rural, la production du miel et d'autres produits de la ruche et la contribution à l'équilibre écologique ;

considérant qu'il s'agit d'un secteur caractérisé par la diversité des conditions de production et des rendements ainsi que par la dispersion et l'hétérogénéité des agents économiques tant au niveau de la production qu'au niveau de la commercialisation, que le marché du miel dans la Communauté se trouve dans une situation de déséquilibre entre l'offre et la demande ;

considérant que, compte tenu de l'extension de la varroase au cours des dernières années dans plusieurs Etats membres et des difficultés que cette maladie et les maladies associées entraînent pour la production du miel, une action au niveau communautaire s'avère nécessaire ;

considérant que, dans ces conditions et en vue d'améliorer la production et la commercialisation du miel dans la Communauté, il s'avère nécessaire d'établir sans délai des programmes nationaux chaque année qui comprennent des actions d'assistance technique, de lutte contre la

varroase et les maladies associées, de rationalisation de la transhumance, de gestion de centres régionaux apicoles et de collaboration dans des programmes de recherche en matière d'amélioration de la qualité du miel ;

considérant que, en vue de compléter les données statistiques sur le secteur de l'apiculture, il convient que les Etats membres effectuent une étude sur la structure du secteur tant au niveau de la production que de la commercialisation et de la formation des prix ;

considérant que les dépenses engagées par les Etats membres à la suite des obligations découlant du présent règlement incombent à la Communauté conformément à l'article 3 du règlement (CEE) n°729/70 du Conseil, du 21 avril 1970, relatif au financement de la politique agricole commune ;

considérant la déclaration du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, du 6 mars 1995, concernant l'inscription des dispositions financières dans les actes législatifs.

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

1. Le présent règlement établit les actions visant à améliorer des conditions de la production et de la commercialisation du miel conforme à la définition figurant dans la directive 74/409/CEE du Conseil, du 22 juillet 1974, relative à l'harmonisation des législations des Etats membres concernant le miel. A cette fin, les Etats membres peuvent établir des programmes nationaux pour chaque année.

2. Les actions qui peuvent être incluses dans ces programmes sont les suivantes :

a) assistance technique aux apiculteurs et aux mielleries des groupements d'apiculteurs en vue de l'amélioration des conditions de la production et de l'extraction du miel ;

b) lutte contre la varroase et les maladies associées ; amélioration des conditions de traitement des ruches ;

c) rationalisation de la transhumance ;

d) mesures de soutien des laboratoires d'analyse des caractéristiques physico-chimiques du miel ;

e) collaboration avec des organismes spécialisés dans la réalisation des programmes de recherche appliquée en matière d'amélioration qualitative du miel.

3. Les dispositions de l'article 4 du règlement n°26 portant application de certaines règles de concurrence à la production et au commerce des produits agricoles restent applicables aux aides d'Etat autres que celles reprises dans les programmes approuvés au titre de l'article 4 du présent règlement.

Article 2

Afin de pouvoir bénéficier du cofinancement prévu à l'article 3, les Etats membres doivent effectuer une étude sur la structure du secteur de l'apiculture dans leur territoire respectif tant au niveau de la production que de la commercialisation, au plus tard le 15 décembre 1997.

Article 3

modifié par le Rgt 2070/98 du 28/09/1998

Les dépenses effectuées en vertu du présent règlement sont considérées comme des dépenses au sens de l'article 3 du règlement (CEE) n°729/70.

La Communauté participe au financement des programmes nationaux à concurrence de 50 % des dépenses supportées par les Etats membres pour les actions visées à l'article 1^{er} paragraphe 2 reprises au programme national.

Les dépenses pour les actions réalisées dans le cadre des programmes nationaux annuels visés à l'article 1^{er} doivent être effectuées par les Etats membres au plus tard le 15 octobre de chaque année. Toutefois, pour la première année, cette date est reportée au 31 janvier 1999.

Article 4

Les programmes visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 sont élaborés en étroite collaboration avec les organisations représentatives et les coopératives de la filière apicole. Ils sont communiqués à la Commission, qui décide de leur approbation selon la procédure prévue à l'article 17 du règlement (CEE) n° 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des œufs.

Sont exclues de ces programmes les actions inscrites aux programmes opérationnels pour les régions d'objectifs n°1, n°5b), et n°6 ;

Article 5

Les modalités d'application du présent règlement, et notamment celles relatives aux mesures de contrôle, sont arrêtés selon la procédure prévue à l'article 17 du règlement (CEE) n°2771/75.

Article 6

La Commission présente au Parlement européen et au Conseil tous les trois ans un rapport sur l'application du présent règlement, et pour la première fois au plus tard le 31 décembre 2000.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

ANNEXE II

ÉTUDE SUR LA STRUCTURE DU SECTEUR MIEL

1. Recensement

Ruches professionnelles :

Total ruches :

Apiculteurs professionnels ^(a) :

Total apiculteurs :

2. Structure de commercialisation

Production ⁽²⁾	Vente directe au consommateur Vente directe au détaillant Ventes aux centres de conditionnement au négoce Vente à l'industrie
Importation :	Ventes au négoce/aux centres de conditionnement/ à l'industrie

Exportation :

3. Prix

4. Coûts de production et de conditionnement

Coûts fixes :

Coûts variables :

- Ventilation détaillée si disponible concernant notamment :
 - frais de lutte contre la varroase
 - alimentation hivernale
 - emballages (récipients)
 - transhumance

5. Qualité du miel

Spécificité : Règlement (CEE) n°2082/92 du Conseil ⁽¹⁾

Appellation d'origine protégée (AOP) : Règlement (CEE) n°2081/92 du Conseil ⁽²⁾

Notes

^(a) Apiculteur professionnel = celui qui a en exploitation plus de 150 ruches

⁽²⁾ Le cas échéant, prière d'indiquer le type de miel et la taille de l'exploitation

⁽¹⁾ JO L 208 du 24.7.1992, p.9

⁽²⁾ JO L 208 du 24.7.1992, p.1

novembre 99

**Règlement (CE) N°2300/97 DE LA COMMISSION
du 20 NOVEMBRE 1997
portant modalités d'application du règlement (CE) n°1221/97 du Conseil portant
règles générales d'application pour les actions visant à l'amélioration de la
production et de la commercialisation du miel**

modifié par les règlements n°758/98 du 3 avril 1998 ; n°1472/98 du 9 juillet 1998 ; n°2767/98 du 21 décembre 1998, n°1479/1999 du 6 juillet 1999.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n°1221/97 du Conseil, du 25 juin 1997, portant règles générales d'application pour les actions visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel, et notamment son article 5,

considérant que le règlement (CE) n°1221/97 a établi des actions en vue d'améliorer les conditions de la production et de la commercialisation et prévoit à son article 1^{er} l'établissement facultatif de programmes nationaux par les Etats membres ; qu'il est nécessaire de déterminer les éléments essentiels que doivent contenir ces programmes ainsi que le délai pour leur transmission à la Commission ;

Considérant qu'il est nécessaire de limiter la participation communautaire au financement des programmes nationaux en tenant compte de la distribution du cheptel apicole communautaire ;

considérant que les Etats membres doivent effectuer des contrôles relatifs à l'application du présent règlement ; que les mesures de contrôle doivent être communiquées à la Commission ;

considérant que, même si les actions inscrites aux programmes opérationnels nationaux relatifs aux objectifs n°1, n°5b) et n°6 sont exclues du financement prévu par le présent règlement, la liste de ces

actions doit également être communiquée à la Commission ;

considérant que, en vue d'effectuer d'une façon harmonieuse l'étude visée à l'article 2 du règlement (CE) n°1221/97, il convient d'établir des critères communs pour sa réalisation ;

considérant qu'il convient d'arrêter des règles pour la fixation des taux de conversion agricole à appliquer au financement des programmes nationaux ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande de volaille et des œufs,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Les programmes nationaux annuels visés à l'article 1^{er} du règlement (CE) n°1221/97 (ci-après dénommés « programmes ») contiennent notamment :

a) la description de la situation du secteur, cette description doit permettre d'actualiser régulièrement les données structurelles contenues dans l'étude visée à l'article 2 du règlement (CE) n°1221/97 ;

b) les objectifs du programme ;

c) la description précise des actions, le cas échéant avec les coûts unitaires ;

d) les coûts estimés et le plan de financement aux niveaux national et régional ;

e) la référence aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables ;

f) la liste des organisations représentatives et des coopératives de la filière apicole qui collaborent avec l'autorité compétente de l'État membre à l'élaboration des programmes ;

g) les modalités de mise en œuvre de son suivi et de son évaluation.

Article 2

modifié par le Rgt 758/98

1. Les Etats membres communiquent les programmes à la Commission avant le 15 avril de chaque année. Toutefois, pour la première année, cette date est reportée au 15 décembre 1997. Pour la deuxième année, cette date est reportée au 15 mai 1998.

2. A partir de la deuxième année, les actions des programmes doivent être intégralement exécutées avant le 31 août de l'année suivant celle de la communication du programme et les paiements y relatifs devront être effectués au plus tard le 15 octobre de la même année.

3. Les résultats des études de recherche appliquée dans le domaine de la lutte contre la varroase sont communiqués à la Commission dans les deux mois suivant la date prévue à l'article 3 du règlement (CE) n°1221/97 afin de les incorporer dans l'échange d'information de l'action concertée n° FAIR5-PL97-3686 mise en œuvre en application du point 3 de l'annexe III de la décision 94/805/CE du Conseil du 23 novembre 1994 adoptant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine de l'agriculture et de la pêche (y compris l'agro-industrie, les technologies alimentaires, la sylviculture, l'aquaculture et le développement rural) (1994-1998).

Article 3

La participation de la Communauté au financement des programmes visés à l'article 3 du règlement (CE) n°1221/97 est limitée pour chaque État membre au montant correspondant à sa part du cheptel apicole communautaire et repris à l'annexe I du présent règlement.

Toutefois, si un ou plusieurs Etats membres ne communiquent pas de programmes dans les délais visés à l'article 2, ou n'utilisent pas intégralement le montant visé au premier alinéa, les parts des autres Etats membres peuvent être augmentées au prorata de leur propre part.

Article 4

1. Les Etats membres communiquent à la Commission, avec les programmes, un dossier relatif aux contrôles y afférents. Ces contrôles visent à la vérification du respect des conditions d'octroi des aides instaurées en vertu des programmes présentés. Les contrôles doivent être effectués au niveau administratif et sur place.

2. Les Etats membres communiquent à la Commission, avant la date prévue à l'article 2, la liste des actions inscrites aux programmes opérationnels nationaux dans le cadre des objectifs n°1, n°5b) et n°6.

modifié par le Rgt 758/98

3. Une même action ne peut pas faire l'objet de paiements à la fois dans le cadre du règlement (CE) n°1221/97 et dans le cadre d'un régime d'aides communautaire au titre des règlements (CE) n°950/97, n°951/97 et (CE) n°952/97.

Article 4 bis

modifié par le Rgt 2767/98

Les limites financières de chaque action peuvent augmenter ou diminuer d'un pourcentage maximum de 10 %, sans que le plafond total du programme annuel soit dépassé ni que la participation communautaire au financement du programme visé à l'article 3 dépasse 50 %

des dépenses supportées par l'État membre concerné.

Article 5

modifié par le Rgt n°1472/98

Le taux de conversion agricole à appliquer au montant visé à l'article 3 est celui en vigueur le 1^{er} mai de l'année de communication du programme.

Article 6

L'étude visée à l'article 2 du règlement (CE) n°1221/97 porte sur les éléments prévus à l'annexe II du présent règlement.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 20 novembre 1997.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

ANNEXE 1

Etat membre	Cheptel apicole
B	100 000
DK	85 000
D	1 038 000
GR	1 217 000
E	2 013 048
F	1 446 906
IRL	20 000
I	1 100 000
L	10 213
NL	80 000
A	373 062
P	550 000
FIN	40 000
S	110 000
UK	200 000
EUR –15	8 383 229

A N N E X E N° 2

LISTE DES ORGANISATIONS APICOLES MEMBRES DU COMITE DE PILOTAGE NATIONAL

- * Syndicat des Producteurs de Miel de France (SPMF)
41, avenue Albert Raimond 42272 SAINT PRIEST EN JAREZ
- * Syndicat National d'apiculture (SNA)
5, rue de Copenhague 75008 PARIS
- * Union Nationale de l'Apiculture Française (UNAF)
26, rue des Tournelles 75001 PARIS
- * Chambre Syndicale Nationale du Miel (CSNM)
ZA de Villamandeur B.P 307
45203 MONTARGIS
- * Fédération Nationale des Coopératives apicoles de France (FNCAF)
294, rue de la Pyramide 84200 CARPENTRAS
- * Centre National de développement apicole (CNDA)
Maison des Agricultures (ADAPI)
22, avenue Henri Pontier 13626 AIX EN PROVENCE
- * Fédération Nationale des organisations sanitaires apicoles départementales (FNOSAD)
41, rue Pernety 75014 PARIS
- * Syndicat National des Fabricants et grossistes en matériels apicole
2, rue de l'Ecluse 21000 DIJON

ANNEXE N°3

Règlement n°1221/97 du Conseil du 25 juin 1997 visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel

situation des dépenses

Organisme de recherche :

Année du programme :

Fournisseur	Type de dépense	n° facture	Date de la facture	Montant (HT)	Montant du remboursement FEOGA	n° du mandat de paiement	date du mandat
			TOTAL				

VISA DE L'AGENT COMPTABLE
DATE et SIGNATURE

Certifié exact par le directeur du centre
Date et signature

A renvoyer au ministère de l'agriculture et de la pêche
Direction des Politiques Economique et Internationale
Bureau du porc, des volailles et de la diversification

ANNEXE N° 4

Règlement n° 1221/97 du Conseil du 25 juin 1997 visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel

situation des dépenses des services de l'Etat et de l'ONIFHOR

Année du programme : 200..

Service :

Description des actions	Montant total des dépenses effectuées	Montant des dépenses éligibles au remboursement du Feoga garantie	Support budgétaire de la dépense	Pièces justificatives conservées
TOTAL				

Certifié exact
Date et signature

A renvoyer au ministère de l'agriculture et de la pêche
Direction des Politiques Economiques et Internationales
Bureau du Porc des Volailles et de la Diversification

ANNEXE N° 5

Règlement n° 1221/97 du Conseil du 25 juin 1997 visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel
Situation des dépenses

Programme français année 200..

Conseil Régional de
Conseil Général de.....

Description de l'action	Dépense		Dépense éligible au Feoga-garantie	Bénéficiaires	Pièces justificatives conservées par la collectivité territoriale
	Date et n° du mandat de paiement	Dépense totale			

Visa du Directeur départemental / Régional
de l'agriculture et de la forêt de

Certifié exact,
A le

Date et signature

Le président du Conseil général/régional certifie avoir pris connaissance
des dispositions de la circulaire DPE n°..... du1999 et tenir à
disposition les pièces justificatives correspondantes aux dépenses

A renvoyer à : ONIFLOR
à l'attention de Mme OBERTI
164, rue de Javel – 75 015 PARIS
accompagné d'un RIB original du comptable de la collectivité



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Annexe 6
Programme communautaire d'amélioration de la
production et de la commercialisation du miel

OFFICE NATIONAL
INTERPROFESSIONNEL
DES FRUITS, LEGUMES
ET HORTICULTURE

**AIDE A LA TRANSHUMANCE
ANNEE 200.**

Règlement n° 1221/97 du Conseil du 25 juin 1997

Date limite de dépôt à l'ONIFLHOR : 30 JANVIER

Division « productions spécialisées »

164, rue de Javel – 75739 PARIS Cedex 15

RESERVE A L'ONIFLHOR

Reçu le :

DEMANDEUR INDIVIDUEL

M. Mme Mlle (rayer les mentions inutiles) Nom -----

Prénoms ----- Nom de jeune fille -----

Né(e) le ----- à ----- Département ou pays -----

N° M.S.A ou affiliation AMEXA *: -----

*** joindre une copie de l'attestation MSA**

DEMANDEUR EN SOCIÉTÉ (GAEC ET AUTRES FORMES SOCIÉTAIRES)

Dénomination sociale -----

Forme juridique ----- date d'immatriculation : -----

Associés exploitants :

Nom de naissance	Prénom	Né(e) le	N°M.S.A
------------------	--------	----------	---------

M. Mme Mlle -----	-----	-----	-----
-------------------	-------	-------	-------

M. Mme Mlle -----	-----	-----	-----
-------------------	-------	-------	-------

Nom et prénom du gérant (sauf pour les GAEC) : M. Mme Mlle -----

POUR TOUS LES DEMANDEURS

Adresse du demandeur : -----

Code postal ----- Commune ----- N° Tél -----

Montant total de l'investissement (HT) : ----- F

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EXPLOITATION

Nombre de ruches : -----

Récépissé de déclaration d'emplacement ou de déplacement de rucher
auprès des Services vétérinaires en date du * : ----- (de moins d'un an)

*** joindre une copie (ou une attestation des Services Vétérinaires précisant le nombre de ruches déclarées)**

TYPE DE MATERIEL ENVISAGE (matériel neuf)

- ☐ grues électriques, mécaniques ou hydrauliques,
- ☐ chargeurs tout terrain, et options, muni d'une fourche ou d'un mât – le godet peut être autorisé en sus pour terrasser des emplacements de ruches,
- ☐ remorques porte-élévateurs
- ☐ remorques adaptées pour le transport des ruches (charge utile minimum : 750 kg),
- ☐ plateau pour véhicule adapté au transport des ruches,
- ☐ palettes industrielles (dimensions spécifiques pour les ruches),
- ☐ filets de protection du chargement,
- ☐ débroussailluse autotractée (joindre une attestation sur son utilisation pour l'activité apicole),
- ☐ investissements relatifs à l'aménagement de sites de transhumance, réalisés par des entreprises spécialisées.

Joindre les devis ou factures correspondants

JUSTIFICATIF TECHNIQUE

Présentation et justification du projet : -----

☐ Je demande à bénéficier de l'aide à la transhumance et je joins un RIB

* Je déclare accepter et faciliter les contrôles et respecter les obligations prescrites par l'autorité administrative pour vérifier le bien fondé des présentes demandes,

* **J'atteste sur l'honneur** :- l'exactitude des renseignements fournis sur l'ensemble de ce formulaire
- **que je ne bénéficie pas d'autres aides spécifiques communautaires (ex. PDZR,...).**

Date

SIGNATURE*

* du demandeur ou du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés en cas de GAEC